

LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXXVI.

Du Samedi 27 Février 1790.

Séance de jeudi soir.

LA séance a été remplie par la lecture d'un grand nombre d'adresses, par l'annonce de plusieurs dons patriotiques & la réception des députations de la société royale de médecine, de plusieurs districts, de la commune de Paris, des propriétaires des biens des colonies résidens à Bordeaux, des députés extraordinaires des manufactures & commerce de France.

Tandis que d'un côté la commune de Paris réclamoit les droits de citoyen en faveur des juifs, les citoyens de Bordeaux réclamoient le maintien de la traite des noirs en faveur du commerce; ces diverses demandes sont trop importantes pour être passées sous silence. Nous donnerons un extrait des discours auxquels elles ont donné lieu. Il suffira de dire, que d'après la discussion de MM. Charles de Lameth, Moreau de Saint-Meri, Barnave, du Châtelier & plusieurs autres, l'affaire des colonies a été ajournée à lundi matin, & le président a été autorisé à demander au ministre de la marine la prompte remise de l'adresse qu'il avoit reçue des colonies pour l'assemblée.

Séance d'hier.

Après la lecture des procès-verbaux des deux séances
Tome VII.

Q

précédentes, M. Dumetz a demandé que le discours prononcé par MM. les députés de Bordeaux, ne fût pas inséré dans le procès-verbal de la séance du soir; ce qui, étant conforme aux usages de l'assemblée, a été adopté.

M. le président a été ensuite autorisé à écrire au marquis d'Anspach, pour lui annoncer que l'assemblée avoit entendu la lecture de son mémoire, & qu'elle l'avoit renvoyé à un de ses comités.

Un de MM. les secrétaires a ensuite fait lecture d'un mémoire envoyé à l'assemblée par le conseil supérieur de Saint-Domingue. Ce tribunal a cru devoir recourir à l'assemblée nationale dans des circonstances orageuses, au milieu desquelles l'activité de la justice seroit plus dangereuse qu'utile; & irriteroit les esprits au lieu de les calmer. Voici comment le conseil supérieur rend compte des événemens arrivés à Saint-Domingue.

» Il s'est élevé, dans la province du Nord, une assemblée qui, méconnoissant à la fois son origine & sa destination, & se qualifiant du titre d'assemblée provinciale du Nord, s'est portée à toutes les entreprises du pouvoir le plus étendu, le plus tyrannique & le plus illégitime. Alors le conseil supérieur s'est vu contraint d'opposer quelque résistance à ses écarts, & nous sommes chargés de mettre sous vos yeux quelques-uns des actes scandaleux & oppressifs de cette assemblée avec l'arrêt qui les a proscrits; nous les joignons au requisiatoire du procureur général, dont les principes sont la juste censure de la conduite odieuse de cette assemblée du Cap.

» Ce n'étoit pas assez pour eux de méconnoître toute autorité, de réformer les anciens usages, de révoquer les loix jusque-là en vigueur, de s'emparer de la caisse des deniers municipaux au mépris de l'autorité de la cour, à qui, jusques-là, les ordres de sa majesté en avoit confié le dépôt & le régime.

» Ce n'étoit pas assez de violer la foi publique, le sceau

sacré des lettres même ministérielles , d'attenter à la personne d'un magistrat , de l'enlever publiquement au milieu de l'exercice de ses fonctions , de le traduire en prison , & d'instruire son procès.

Ce n'étoit pas assez de licencier les milices , de les reproduire sous une nouvelle forme , de forcer les chefs de l'administration du Nord à faire prêter aux troupes le serment national avant qu'ils en eussent reçu l'ordre.

» Ils déclarent ne pas vouloir du plan de convocation général de la colonie , envoyé par le ministre de la marine , à la demande même de nos députés ; ils somment le chef des finances de Saint-Domingue à leur en rendre compte & lui en prescrire la forme ; ils se sont rendus maîtres des caisses de la comptabilité de la province du nord de cette colonie ; ils ont envoyé cet arrêté , en l'adressant directement au conseil supérieur avec une lettre. »

Tels sont les griefs qu'expose le conseil supérieur de l'île , en envoyant l'arrêté & les pièces dénoncées par le procureur général.

Il termine son mémoire en demandant , au nom de tous les vrais citoyens , la protection de l'assemblée nationale pour détourner le coup fatal que voudroit porter à la Colonie l'assemblée illicite du Cap. « Il vous sollicite , dit le conseil supérieur , de vouloir bien étendre sur la Colonie les généreux travaux auxquels vous vous consacrez , & de prendre les moyens les plus efficaces & les plus prompts pour rappeler l'ordre dans toutes les parties. »

Voilà jusqu'à présent à quoi se réduisent les nouvelles ministérielles sur les Colonies , nouvelles qu'on a tant exagérées , & qui annoncent bien plus de la part de cette Colonie un violent desir de se débarrasser de tous les liens du despotisme , que celui d'une rupture avec la métropole.

M. l'abbé Gouttes a fait un rapport au nom du comité des finances , sur l'interprétation du décret du 27 janvier,

Comme l'avis du comité a été adopté sans réclamation ; il suffira de consigner ici le décret.

« L'assemblée nationale , instruite que son décret du 27 janvier est mal interprété dans quelques provinces , & notamment en Dauphiné , a décrété & décrète ce qui suit :

1°. Que l'article 2 du 27 janvier ne peut s'appliquer ni en Dauphiné , ni aux provinces sujettes au même régime , à la portion de la taille que les contribuables aux décimes payent pour les fonds roturiers qu'ils possèdent , ni aux accessoires de cette taille , ni à la prestation représentative de la corvée , ni aux octrois qui se perçoivent dans quelques villes par voie d'imposition directe ; qu'en conséquence , les quittances des décimes ne seront reçues qu'en compensation de la capitation & de la portion de la taille que lesdits contribuables payeront pour les fonds nobles dont ils jouissent. »

Le décret général sur la division du royaume a été présenté à l'assemblée par M. de Cernon. L'assemblée , en l'adoptant , a ordonné qu'il seroit présenté à l'acceptation du roi , pour ce qui est constitutionnel , & à la sanction , pour ce qui n'est que réglementaire. M. de Cernon a annoncé ensuite que le comité de constitution avoit trouvé nécessaire de donner des dénominations à chaque département.

Aux yeux du vulgaire , cette opération pourroit paroître minutieuse & puérile ; mais aux yeux du politique , elle est d'une grande importance. Tout doit changer quand une nation se régénère. Il faut détruire , par tous les moyens possibles , les préjugés , les haines , les anciennes tyrannies & les rivalités , dont le souvenir pourroit être rappelé par le nom des provinces & des villes. Il faut effacer les traces de tant de privilèges odieux , & substituer à ces noms , dont la féodalité pouvoit revendiquer une partie , d'autres noms puisés dans la nature & dans les grandes localités : c'est ce que M. de Pusi & M. de Cernon ont présenté comme

les motifs de l'opinion du comité. Cependant MM. Garat aîné, Camus, Bouche & quelques autres, se sont empressés de demander la question préalable sur cet objet ; mais M. Target s'est empressé de la réfuter. « Vous ne pouvez plus, a-t-il dit, donner le nom de département de Bretagne, puisqu'elle est divisée aujourd'hui en cinq départemens ; vous ne pouvez pas non plus leur donner le nom des villes, les alternats accordés à plusieurs s'y opposent ; vous voulez d'ailleurs détruire le système de prééminence & de suprématie, qui ont introduit tant de distinctions & de maux ; vos décrets ont eu pour but ce bonheur public, & le bonheur tient à l'extinction absolue des privilèges de tout genre. Voulez-vous conserver encore, par les noms qui ont tant de pouvoir sur les hommes, les principes erronés qui nous ont tourmentés tant de siècles ? voulez-vous conserver pendant le temps de la liberté les noms de l'esclavage & de la servitude ?

» Je pense qu'il est nécessaire de donner aux départemens une nouvelle dénomination, & de les prendre dans les choses physiques & immuables comme la nature. »

M. l'abbé Mauri a essayé de réfuter M. Target, par une espèce de plaisanterie qui n'a pas eu de succès. » Je ne saurois appercevoir, a-t-il dit, de l'intérêt dans la même discussion, auquel le préopinant attache tant d'importance. On veut prévenir des rivalités, comme si l'on pouvoit atteindre ce but avec des mots.

» Les rivalités des villes seront les mêmes malgré la nouvelle dénomination. Que veulent dire les départemens de l'ouest ou de l'est ? Ce n'est pas avec les points cardinaux de la sphère armillaire, que l'on peut dénommer des départemens. Il faut donc se résoudre à conserver les anciens noms de l'esclavage, car il faut bien garder le nom du royaume de France. Si l'on prend le nom des rivières, on procédera obscurément, puisque la Seine arrose plusieurs provinces. Si vous cherchez dans les

législatures prochaines des noms que le patriotisme vous suggérera, vous donnerez aux départemens le nom de quelques grands hommes, comme on a donné pour toujours le nom de Turenne à un régiment de France. Il faut donc en attendant garder les anciennes dénominations, & je demande la question préalable. »

Cette étrange manière de discuter a produit un grand changement dans l'assemblée en faveur de l'avis du comité, & M. de Mirabeau a achevé par des moyens différens l'ouvrage commencé si heureusement par M. l'abbé Mauri.

» Le préopinant, a-t-il dit, n'a pas une idée nette de ce qu'on se propose de faire par les dénominations des départemens. Si nous prétendions porter une loi pour faire passer dans le langage ou dans l'opinion des choses qui n'y ont pas existé, nous serions des insensés; nous ne pouvons empêcher que les Bordelois ne tiennent à leur nom de Bordeaux, & que les marins ne disent la rivière de Garonne. Changer l'idiôme vulgaire, ce seroit une folie, & c'est ce que nous ne prétendons pas; mais prendre les démarcations les plus immuables, est une chose très-bien vue.

Les numéros sont insignifians, ils auroient d'ailleurs un inconvénient pour l'amour-propre, qui, se repliant en tout sens, trouveroit que le nombre 36 n'est pas aussi beau que le nombre 1. D'ailleurs, des abstractions numériques n'ont aucun attrait pour la mémoire, il faut avoir sans cesse une nomenclature sous les yeux. Ainsi, pour le langage uniforme des législatures, il faut donner de nouvelles dénominations aux départemens, & il n'est aucune idée moins susceptible de persiflage, que celle qui tend à effacer les limites & les préjugés des provinces.

Comme un pareil travail ne devoit pas faire perdre du temps à l'assemblée, M. de Crœy & M. Duport ont demandé que le comité fût autorisé à donner seul les dénominations aux départemens.

Un curé s'est levé pour dire , que si l'assemblée baptisoit les départemens , elle devoit aussi baptiser les districts & les cantons.

» Il faut parler du baptême avec plus de respect , a répliqué M. Garat l'ainé. »

La question préalable a rejeté tous les amendemens.

On a déclaré ensuite qu'il y avoit lieu à délibérer sur l'avis du comité. L'ajournement à la législature prochaine ; proposé par M. de Foucaud , a été rejeté , & l'assemblée a décrété qu'elle s'en rapportoit à son comité de constitution , pour donner *seul* des dénominations aux départemens.

L'ordre du jour étoit pour les finances , & M. de Montesquieu a fait un rapport tendant à faire décréter une réduction de 60 millions sur les dépenses de l'état. Après avoir fait sentir toute la nécessité d'éloigner les anticipations dévorantes , & de faire disparaître le déficit de cette année critique , placée entre l'ancienne administration & la nouvelle , il a engagé l'assemblée à réunir tous les moyens possibles d'assurer le service de cette année ; car personne , a-t-il dit , ne peut avoir de l'inquiétude pour 1791. A la suite de son rapport , M. de Montesquieu a proposé un projet de décret en trois articles , avec un état annexé.

M. Dupont a proposé que le comité des finances fût tenu de présenter incessamment le projet de remplacement de la gabelle & de la portion des aides qui se perçoit par l'exercice des droits réunis.

MM. Casalès & Anson s'opposoient à toute idée de remplacement partiel pour une seule année.

MM. Anson & Dupont ont observé que les aides n'ayant pas éprouvé la même diminution que la gabelle , & n'étant payables qu'à la récolte prochaine , l'on avoit d'ici à cette époque , pour combiner avec les départemens le remplacement de cet impôt. Ils ont demandé en conséquence que l'amendement de M. Dupont fût borné à la gabelle , ce qui a été adopté.

M. de Mirabeau a d'abord applaudi aux vues de réduction proposées par le comité, en ajoutant que c'étoit au ministère & au gouvernement à proposer des moyens provisoires, sur lesquels la nation n'a que la critique & la sanction. « C'est au ministre des finances, a-t-il dit, à préparer le passage entre un ordre ancien & nouveau, aussi disparate, & nous sommes très-arriérés sur ce point. En effet, nul de nous ne connoît les besoins de l'année; & dans ces circonstances nous ne dormons avec sécurité que parce qu'on dort auprès du Vésuve ».

M. de Mirabeau a parlé ensuite du nombre effrayant des pauvres de la capitale. Il a dit que la diminution de cette population devoit être préparée avec sagesse, & que les moyens provisoires exigeoient que l'assemblée interrogeât le ministre des finances, qui a la confiance de la nation. Il a demandé en conséquence que le décret du comité fût adopté avec l'amendement proposé, mais que le ministre devoit faire connoître l'état des besoins de l'année, & donner à l'assemblée ses conseils & ses moyens sur l'état actuel des finances.

M. Dupont a assuré qu'avec de la suite dans le travail des finances, il étoit possible de les remettre dans l'état le plus parfait. Il a annoncé un grand rapport qui devoit être fait au premier jour par le comité, qui a dans ce moment des conférences suivies avec les principaux administrateurs & les compagnies de finances. « Vous devez prendre, a-t-il ajouté, une détermination positive & prochaine, de manière que les assemblées de département étant formées, elles puissent travailler d'après vos plans. Il ne faut dans ce moment que remplacer la gabelle & les impositions qui violent la liberté par les visites domiciliaires ».

M. de la Rochefoucault, au nom du comité d'imposition, a applaudi aux moyens de réduction que le comité des finances venoit de proposer, & sur-tout au projet

d'écarter les anticipations, afin que le nouveau système d'imposition puisse trouver une année entièrement nette.

Autant M. de Mirabeau avoit paru alarmé sur l'état des finances, autant M. Barnave a montré de sécurité : il regardoit l'état actuel des finances comme une suite inévitable de la révolution, & il fondeoit ses espérances sur l'immensité des valeurs que les opérations de l'assemblée alloient mettre en circulation par la vente des biens du domaine & du clergé. Il espéroit aussi que l'établissement des municipalités & des administrations augmenteroit les dons & les contributions patriotiques. « Il n'y auroit qu'un seul moyen, a-t-il dit, de faire manquer les finances, c'est de faire manquer la constitution ; mais tous nos travaux ne tendent-ils pas à rétablir ces mêmes finances ? »

Le comité a proposé une réduction qu'il faut opérer provisoirement pour 1790 ; quant aux impositions que l'improbation des peuples a marquées, il faut que le comité présente des moyens de remplacement. On vous a proposé d'appeler le ministre des finances ; mais le ministre dira : vous n'avez pas décrété ce que je vous ai présenté. Si vous demandez des moyens, il vous dira qu'il faut des remplacements & des paiemens assurés ; il vous donnera des reproches & non des moyens, des argumens & non des ressources.

M. Barnave concluoit à réduire les dépenses de l'année conformément aux vues du comité, & à le charger de présenter un moyen de remplacer les impôts, qui, quoique légitimement établis, étoient réprochés par les peuples.

Le décret du comité ayant été mis aux voix, il a été décrété en ces termes, avec l'amendement de M. Dupont, qui avoit été déjà adopté :

L'assemblée nationale a décrété & décrète ce qui suit :

1°. Il sera fait une réduction provisoire de 60 millions sur le montant des dépenses du trésor public ; dont l'état annexé au présent décret, laquelle réduction aura lieu, à compter du premier avril prochain.

2°. L'assemblée nationale se réserve de statuer définitivement & en détail sur chacun des articles contenus dans ledit état annexé au présent décret, d'après le compte détaillé qui lui en sera rendu par le comité des finances & les autres comités, mais de manière que la masse des dépenses ordinaires de l'administration générale ne puisse excéder les bornes prescrites par l'article précédent, & qu'il ne puisse être proposé ni adopté à cet égard que des réductions nouvelles.

3°. L'assemblée ordonne que le tableau des besoins de tout genre de l'année 1790, & des fonds destinés au service de ladite année, sera mis incessamment sous ses yeux par le premier ministre des finances.

4°. Que le comité des finances sera tenu de présenter, sous huitaine, à l'assemblée le projet de remplacement de la gabelle pour l'année.

ETAT des dépenses publiques sur lesquelles l'assemblée nationale décrète provisoirement une réduction de 60 millions.

1. Dépenses générales de la maison du roi, de celle de la reine, & de la famille royale.
2. La maison des princes, frères de sa majesté, y compris les enfans de M. le comte d'Artois.
3. Les affaires étrangères & les ligues suisses.
4. Département de la guerre.
5. Marine & colonies.
6. Ponts & chaussées.
7. Haras.
8. Pensions.
9. Gages du conseil & particuliers de la magistrature.
10. Gages, traitemens & gratifications à diverses personnes.
11. Intendans des provinces & leurs bureaux.
12. Police de Paris.
13. Guet & garde de Paris.

14. Maréchaussée de l'Île de France.
15. Pavé de Paris,
16. Travaux dans les carrières sous Paris.
17. Remise en moins imposé de charges & modérations sur les impositions.
18. Traitemens aux receveurs , fermiers , régisseurs généraux , & autres frais de recouvremens.
19. Administrateurs du trésor royal , payeurs des rentes.
20. Bureaux de l'administration.
21. Traitement & dépenses de la caisse de commerce , de celle des monnoies , & de la liquidation de l'ancienne compagnie des indes.
22. Fonds réservés pour des actes de bienfaisance.
23. Savoir , aux Hollandois réfugiés en France.
24. Communautés , maisons religieuses , construction d'édifice sacré.
25. Secours aux hôpitaux & enfans trouvés.
26. Travaux de charité.
27. Destruction de vagabondage & mendicité.
28. Primes & encouragemens pour le commerce.
29. Jardin royal des plantes , & cabinet d'histoire naturelle.
30. Bibliothèque du roi.
31. Universités , académies , collèges , sciences & arts.
32. Passeports & exemptions de droits.
33. Entretiens , réparations & constructions des bâtimens pour la chose publique.
34. Diverses dépenses de plantations dans les forêts.
35. Dépenses de procédures criminelles & de prisonniers.
36. Dépenses locales & variables dans les provinces.
37. Dépenses imprévues.

On ne mettra les sommes de ces divers articles que lorsqu'elles seront décrétées.

On a décrété à la fin de la séance les trois premiers articles du titre 2 des droits féodaux concernant la main-

morte , & l'assemblée doit continuer aujourd'hui la discussion des autres que nous donnerons ensemble.

L'abondance des matières nous force de renvoyer à un autre numéro la fin du discours de M. Godard.

N. B. Le décret configné dans le N°. précédent, pages 198 & 199, contenant quelques erreurs, nous nous empressons de le mettre ici tel qu'il a été rendu.

» Tout privilège, toute féodalité & nobilité des biens étant détruits, les droits d'aînesse & de masculinité à l'égard des fiefs, domaines & alleux nobles, les partages inégaux à raison de la qualité des personnes, sont abolis.

» En conséquence toutes les successions tant directes que collatérales, tant mobilières qu'immobilières, qui échoueront à compter du jour de la publication du présent décret, seront, sans égard à l'ancienne qualité des biens & à celles des personnes, partagées entre les héritiers, suivant les loix, statuts & coutumes qui règlent les partages entre tous les citoyens; abroge & détruit toutes les loix & coutumes à ce contraires.

» Excepté du présent décret les aînés qui sont actuellement mariés ou veufs ayant des enfans. lesquels partageront entr'eux & leurs cohéritiers, conformément aux anciennes loix, les successions mobilières & immobilières, directes collatérales qui pourront leur échoir.

» De manière néanmoins que les puînés & les filles, par l'effet de cette nouvelle loi, ne puissent être réduits à une portion moindre que celle qui leur auroit appartenue si la succession eût été partagée en vertu du régime féodal. »

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, No. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.